



Les collectivités territoriales numériques

Les intérêts des collectivités locales et régionales européennes dans les politiques numériques de l'UE et leur mise en œuvre

Prise de position du CCRE

Juin 2025



Local &
Regional
Europe

Appel à l'action

Alors que l'Europe poursuit sa transformation numérique, les collectivités locales et régionales sont en première ligne pour garantir que la numérisation est inclusive, durable et accessible à tous les citoyens. Les collectivités territoriales jouent un rôle central dans la fourniture de services publics essentiels et dans la mise en œuvre des principales politiques numériques de l'UE. Cependant, des défis importants subsistent, notamment des lacunes dans l'infrastructure et la mise en œuvre numériques, des disparités dans les compétences numériques et des menaces croissantes en matière de cybersécurité.

Afin de s'assurer que personne ne soit laissé pour compte dans la transition numérique, le CCRE appelle les institutions européennes à :

- 1. Réduire la fracture numérique en investissant dans les infrastructures numériques dans les régions mal desservies, en promouvant les technologies européennes pour renforcer la souveraineté numérique au niveau local, et en améliorant la connectivité numérique et en accélérant le déploiement de l'internet à haut débit par le biais de partenariats public-privé.**
- 2. Garantir l'accessibilité et l'inclusion en apportant aux collectivités territoriales une assistance technique et financière pour concevoir des services numériques disponibles et accessibles à tous.**
- 3. Renforcer les capacités locales en matière de cybersécurité en augmentant le financement d'infrastructures et de services sécurisés, en fournissant des conseils personnalisés sur la mise en œuvre de la législation en matière de cybersécurité et en encourageant la coopération transfrontalière afin de partager les meilleures pratiques et d'améliorer l'état de préparation.**
- 4. Soutenir le renforcement des capacités locales en finançant des programmes de formation axés sur l'IA et d'autres technologies numériques, et en promouvant la culture numérique par des campagnes de sensibilisation destinées aux citoyens de tous âges.**

Contexte

Les collectivités territoriales sont au cœur de la transformation numérique de l'Europe. Elles fournissent des services publics essentiels, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, des transports, de la gestion des déchets, de l'approvisionnement en eau, des services sociaux et de l'infrastructure à fibre optique, et sont des acteurs clés dans la mise en œuvre de politiques numériques telles que la loi sur les données, la loi sur l'interopérabilité en Europe, la loi sur l'IA et la passerelle numérique unique. Alors que de nombreux services publics sont de plus en plus numérisés, les collectivités territoriales sont essentielles pour garantir que ces services et la numérisation restent inclusifs, durables et efficaces, et qu'ils permettent l'engagement des citoyens.

La Boussole numérique 2030 fixe des objectifs ambitieux pour la numérisation des services publics, soulignant le rôle essentiel des collectivités territoriales pour garantir que la transformation numérique s'aligne sur les besoins locaux.

Comment les collectivités territoriales contribuent à la transformation numérique

Pour assurer une transformation numérique inclusive, les collectivités territoriales travaillent en étroite collaboration avec les communautés, les éducateurs, les travailleurs sociaux et les acteurs de la société civile pour promouvoir la culture numérique et assurer un accès équitable aux services en ligne et aux services publics. Cela permet de développer des stratégies locales pour soutenir les citoyens ayant des compétences numériques limitées, en offrant des possibilités de formation dans les espaces locaux et en fournissant des services publics numériques conviviaux et accessibles. Ces efforts aident les résidents à développer les compétences nécessaires pour utiliser les services numériques et participer à la vie civique. Les municipalités dirigent les efforts visant à étendre la connectivité et l'accès au haut débit dans les zones où l'infrastructure est insuffisante.

Défis pour les collectivités territoriales

Cependant, malgré les progrès réalisés, des défis importants subsistent : lacunes financières et géographiques dans l'infrastructure numérique, menaces de cybersécurité, fardeau réglementaire et manque de compétences numériques. Cela a un impact sur l'augmentation de la fracture numérique, avec des écarts persistants entre les régions et les municipalités dans l'accessibilité à l'infrastructure numérique, aux compétences ou aux ressources financières pour faire face à ces problèmes. Il est essentiel de garantir la cohésion territoriale et l'égalité des chances entre les municipalités, y compris les zones rurales et moins connectées, pour parvenir à une société numérique inclusive.

Ces défis sont exacerbés par les profonds changements sociétaux, économiques et technologiques provoqués par la situation géopolitique actuelle, en particulier les conséquences de la pandémie de COVID-19 et de la guerre en Ukraine. Alors que la pandémie a amplifié les inégalités en divisant ceux qui avaient un accès, des compétences et des équipements numériques, capables de s'adapter et de maintenir leur vie quotidienne, de ceux qui n'en avaient pas, la guerre en Ukraine a mis à rude épreuve les ressources publiques et a accru les vulnérabilités numériques, en particulier dans les régions frontalières et les zones déjà confrontées à des problèmes d'infrastructure. De nombreux aspects de la vie publique et des services offerts aux citoyens se déroulent en ligne. Tous ces défis montrent qu'il est essentiel pour les institutions européennes de s'engager avec les collectivités territoriales lors de l'élaboration de nouvelles politiques sur la numérisation afin de garantir

Digital local and regional governments

Les intérêts des collectivités territoriales européennes dans les politiques numériques de l'UE et leur mise en œuvre

Juin 2025

l'alignement sur les réalités locales. Ces questions, qui vont des infrastructures aux compétences numériques en passant par l'inclusion et la cybersécurité, sont profondément interconnectées. Pour les traiter efficacement, il faut une approche coordonnée à tous les niveaux de gouvernance et dans tous les domaines politiques afin d'éviter la fragmentation et d'assurer la cohérence.

Les collectivités territoriales s'engagent à contribuer aux efforts en faveur d'une transition numérique plus sûre, plus durable et plus inclusive. Pour ce faire :

- Ils renforcent les capacités de leurs administrations et exploitent stratégiquement les financements européens et nationaux disponibles pour **mettre en œuvre des solutions numériques adaptées aux besoins locaux**, en veillant à ce que les services publics restent efficaces, transparents et centrés sur les citoyens.
- Étant les **plus proches des besoins des citoyens**, les collectivités territoriales surveillent et mesurent la fracture numérique afin d'évaluer les disparités en matière d'accès au numérique, de compétences et d'infrastructures. Cela leur permet de mieux savoir quelles politiques ciblées sont nécessaires pour combler le fossé numérique. Ils collaborent également avec les communautés locales, les facilitateurs et les travailleurs sociaux pour promouvoir la culture numérique et l'inclusion, et étendre leur impact. L'Union des compétences et d'autres cadres peuvent apporter le soutien nécessaire à cet égard.
- Ils garantissent une utilisation éthique et transparente de l'IA dans les services publics en utilisant des lignes directrices sur la prise de décision algorithmique et la gouvernance des données. L'utilisation de l'IA doit être conforme aux valeurs de l'UE, en veillant à ce que ses applications soient équitables, explicables et non discriminatoires. Grâce à des initiatives d'ouverture des données et à l'engagement des citoyens, les **collectivités territoriales augmentent la transparence, favorisent la confiance et veillent à ce que la transformation numérique serve l'intérêt public.**

Le présent document de synthèse met en évidence les principaux domaines dans lesquels une action plus coordonnée est nécessaire pour soutenir les gouvernements locaux dans leurs efforts de numérisation.

Réduire la fracture numérique et promouvoir l'accessibilité

La fracture numérique reste un défi important dans toute l'Europe, affectant de manière disproportionnée les zones rurales et isolées, les ménages à faibles revenus, les personnes âgées et d'autres populations vulnérables. Pour les gouvernements locaux, cette fracture n'est pas seulement

Digital local and regional governments

Les intérêts des collectivités territoriales européennes dans les politiques numériques de l'UE et leur mise en œuvre

Juin 2025

une question de société, mais aussi un défi de gouvernance, car elle entrave leur capacité à fournir des services numériques inclusifs et efficaces. Les lacunes en matière d'infrastructure numérique, d'alphabétisation et d'accès aux technologies empêchent les citoyens de participer pleinement à la société numérique, ce qui renforce les inégalités existantes et crée des obstacles à l'inclusion sociale. De nombreuses villes et zones rurales et périphériques sont confrontées à des désavantages systémiques en termes de connectivité, de fourniture de services et d'accès à l'innovation numérique.

Pour combler ces lacunes, il faut s'engager fermement en faveur de la cohésion territoriale. Cela inclut des investissements ciblés dans l'infrastructure numérique et le soutien aux partenariats public-privé qui peuvent accélérer le déploiement du haut débit sur le site et l'innovation locale. En outre, soutenir le développement d'infrastructures numériques basées dans l'UE permettrait d'améliorer l'autonomie numérique de l'Europe et de renforcer les capacités des autorités locales à répondre aux besoins de leurs communautés.

La transformation numérique inclusive nécessite également de prêter attention à l'accessibilité. Les services numériques publics doivent être conçus de manière à inclure, entre autres, les personnes handicapées, les personnes âgées et celles dont les compétences linguistiques sont limitées. L'application des principes de conception universelle garantit que les plateformes et les outils d'administration en ligne sont intuitifs et utilisables par tous, renforçant ainsi la participation démocratique et l'inclusion sociale. Néanmoins, les services publics numériques doivent également rester accessibles en personne afin d'accommoder les citoyens qui préfèrent ou ont besoin d'une interaction en face à face.

Le CCRE appelle les institutions européennes à :

- **Garantir un investissement adéquat de l'UE dans l'infrastructure numérique** afin de réduire la fracture numérique, de donner la priorité aux régions mal desservies et de soutenir le développement de systèmes basés sur l'UE qui renforcent la souveraineté numérique et donnent du pouvoir aux groupes à faible revenu.
- **Fournir des conseils, une assistance financière et technique**, comme le renforcement des capacités et des formations, pour aider les collectivités territoriales à garantir l'accessibilité dans la conception des services publics numériques.
- Tout en s'efforçant de combler les lacunes en matière d'infrastructures et de compétences, en particulier dans les petites collectivités territoriales et les zones reculées, **garantir que tous les citoyens puissent continuer à accéder aux services publics par des moyens non numériques**, afin d'éviter toute exclusion supplémentaire pendant la transition numérique.

Digital local and regional governments

Les intérêts des collectivités territoriales européennes dans les politiques numériques de l'UE et leur mise en œuvre

Juin 2025

Garantir la cybersécurité et la résilience numérique

Les municipalités gèrent de grandes quantités de données sensibles et exploitent des infrastructures critiques qui sont de plus en plus la cible de cybermenaces. Il est essentiel de mettre en place des mesures de cybersécurité solides, non seulement pour protéger les données, mais aussi pour maintenir la confiance du public et assurer la continuité des services essentiels.

Le renforcement de la résilience en matière de cybersécurité nécessite une approche de gouvernance à plusieurs niveaux. La coopération entre les institutions locales, nationales et européennes peut améliorer l'échange de renseignements sur les menaces, la coordination de la réponse aux incidents et la préparation aux crises. La collaboration transfrontalière permet également aux municipalités de bénéficier d'un partage d'expertise, de bonnes pratiques et de mécanismes de défense collective.

Les réglementations européennes en matière de cybersécurité, telles que la directive NIS2, exigent des politiques de sécurité et des mécanismes de réponse aux incidents plus solides. De nombreuses municipalités, en particulier les plus petites, ne disposent pas de l'expertise technique et des ressources financières nécessaires pour se conformer efficacement à ces réglementations. Dans ce contexte, la fragmentation des exigences de contrôle et de conformité entre les différentes réglementations numériques de l'UE peut compliquer davantage la mise en œuvre pour les collectivités territoriales. Une plus grande harmonisation et une simplification de ces mécanismes réduiraient la charge administrative et favoriseraient des pratiques plus cohérentes en matière de cybersécurité. Des conseils adaptés, une assistance technique et un financement durable sont essentiels pour aider les collectivités territoriales à se doter des capacités nécessaires.

En outre, il est tout aussi essentiel d'investir dans une infrastructure numérique sécurisée. Le renforcement de la sécurité du cloud, des cadres de protection des données et des systèmes d'authentification robustes aide les autorités publiques à protéger les services publics contre les cybermenaces. Réduire la dépendance à l'égard des fournisseurs externes, le cas échéant, en promouvant des solutions de cybersécurité basées en Europe, renforce également la souveraineté et la résilience numériques.

Le CCRE appelle les institutions européennes à :

- Fournir des conseils personnalisés et une assistance technique aux collectivités territoriales pour la **mise en œuvre de la directive NIS2 et des réglementations connexes en matière de cybersécurité.**
- **Augmenter les possibilités de financement pour les collectivités territoriales** afin d'améliorer les mesures de cybersécurité, y compris l'investissement dans des services numériques sécurisés et une infrastructure numérique résiliente.
- **Rationaliser les cadres d'information réglementaires liés aux politiques numériques et de cybersécurité** afin d'améliorer la clarté, de réduire les chevauchements et de faciliter la mise en œuvre au niveau local.
- **Faciliter la coopération transfrontalière en matière de stratégies de cybersécurité**, en permettant aux collectivités territoriales de bénéficier d'un partage d'expertise et de bonnes pratiques.

Favoriser les compétences numériques et le renforcement des capacités

Les gouvernements locaux jouent déjà un rôle central en dotant leur personnel de l'expertise nécessaire pour mettre en œuvre efficacement les politiques numériques, telles que la loi sur l'IA, la loi sur l'Europe interopérable et les réglementations en matière de cybersécurité, et pour fournir des services publics numérisés. Ils sont tenus d'investir dans la formation des fonctionnaires locaux pour les aider à superviser les applications numériques, à maintenir un contrôle humain dans la prise de décision et à assurer la conformité avec les normes européennes.

Les compétences liées à l'IA sont particulièrement importantes au niveau local pour s'assurer que les collectivités territoriales conservent le contrôle des services publics basés sur l'IA, garantissant un déploiement de l'IA en fonction des besoins locaux et des considérations éthiques. La formation des fonctionnaires locaux est nécessaire pour renforcer leur capacité à gouverner efficacement l'IA. À cet égard, la coopération interrégionale permet le partage des connaissances et l'innovation, en aidant les municipalités à relever les défis réglementaires et à mettre en œuvre les meilleures pratiques.

Le renforcement des compétences numériques à tous les niveaux permet d'offrir des services numériques inclusifs, sécurisés et axés sur les citoyens, et de réduire la dépendance à l'égard des fournisseurs externes. Cependant, alors que la plupart de ces responsabilités reposent sur les épaules des collectivités territoriales, celles-ci manquent souvent de ressources financières adéquates, de soutien technique et de reconnaissance institutionnelle pour les assumer efficacement. Cette lacune est d'autant plus critique que l'UE met de plus en plus l'accent sur l'importance des compétences, comme le souligne la récente communication sur *l'Union des*

Digital local and regional governments

Les intérêts des collectivités territoriales européennes dans les politiques numériques de l'UE et leur mise en œuvre

Juin 2025

compétences. La transformation numérique ne peut réussir que si les collectivités territoriales, leur personnel et leurs communautés possèdent les compétences nécessaires pour naviguer, gérer et façonner les nouvelles technologies. Faute d'un soutien suffisant, de nombreuses collectivités locales et régionales risquent de prendre du retard dans le renforcement des capacités nécessaires pour répondre aux ambitions numériques fixées aux niveaux national et européen.

La cybersécurité exige également un investissement substantiel dans les compétences numériques, pour lequel les collectivités territoriales devraient être soutenues. Les régions et les municipalités étant de plus en plus connectées numériquement, il est essentiel de développer les compétences numériques des employés du secteur public pour mettre en œuvre et maintenir efficacement les mesures de cybersécurité, protéger les données sensibles et assurer la résilience des services publics. La formation à la cybersécurité ne doit pas se limiter aux équipes informatiques, mais doit être intégrée à tous les niveaux de l'administration publique afin d'instaurer une culture de la sensibilisation à la sécurité. La collaboration avec les autorités nationales et les institutions de l'UE peut renforcer davantage les capacités locales en matière de cybersécurité, en fournissant aux collectivités territoriales les outils et les ressources nécessaires pour améliorer leurs défenses et permettre une meilleure réponse aux incidents, la protection des données et la résilience des infrastructures.

La transformation numérique devrait permettre aux citoyens et aux entreprises de s'engager activement dans les services publics. À cette fin, le renforcement de l'éducation numérique, depuis les programmes destinés aux enfants d'âge scolaire jusqu'à l'apprentissage tout au long de la vie, favorise la culture numérique et renforce la confiance du public. L'implication des communautés dans l'élaboration des services numériques garantit que les solutions technologiques reflètent les besoins réels.

En outre, la collaboration entre les municipalités et entre les régions accélère l'innovation numérique et réduit les redondances. Les plateformes facilitant l'échange de connaissances permettent aux collectivités territoriales de partager les meilleures pratiques, les cas d'utilisation modèles et les stratégies de mise en œuvre de l'IA, de la gouvernance numérique et de la cybersécurité. Cet apprentissage collectif garantit une transformation numérique plus équilibrée et équitable dans toute l'Europe.

Pour soutenir concrètement ces aspects, le CCRE appelle les institutions européennes à :

- **Augmenter le financement des programmes de formation locaux fréquents avec un fort accent sur l'IA, en veillant à ce que les employés du secteur public soient en mesure de gérer et d'utiliser les technologies numériques de manière responsable.**
- **Soutenir la promotion de la culture numérique** parmi tous les groupes d'âge par le biais de formations et de campagnes de sensibilisation.

Contact

Hamza Bennis

Conseiller - Emploi, numérisation et services publics

Square de Meeûs 1, 1000 Bruxelles

+ 32 470 88 33 42

hamza.bennis@ccre-cemr.org

Digital local and regional governments

Les intérêts des collectivités territoriales européennes dans les politiques numériques de l'UE et leur mise en œuvre

Juin 2025



Local &
Regional
Europe

Conseil des communes et régions d'Europe
Conseil des Communes et Régions d'Europe

+ 32 2 511 74 77 \N- info@ccre-cemr.org \N- www.ccre-cemr.org

Scannez le code QR et suivez-nous sur les
médias sociaux

